

Sophie Blanc apporte son soutien aux soignants en grève dans les cliniques privées des Pyrénées-Orientales

Ville de Perpignan | 05-05-2026 | 20:31



Sophie Blanc

La députée des Pyrénées-Orientales et conseillère régionale d'Occitanie, Sophie Blanc, a exprimé son soutien aux professionnels de santé en grève dans les cliniques privées du groupe Elsan, notamment dans les établissements de Perpignan et de Cabestany. Cette mobilisation, qui dure depuis plusieurs jours, dénonce la dégradation des conditions de travail, le manque d'effectifs et des décisions salariales jugées injustes par les salariés.

Selon Sophie Blanc, ce conflit met en évidence un profond malaise parmi les professionnels de santé, qui alertent sur une charge de travail croissante sans moyens supplémentaires, une perte de pouvoir d'achat liée aux primes et une détérioration des conditions de travail comme de la qualité des soins.

La députée souligne que, malgré la grève, les salariés assurent les services minimums et garantissent la continuité de la prise en charge des patients. Pour Sophie Blanc, cela démontre leur sens des responsabilités et leur engagement envers les malades, malgré une situation qu'elle juge critique.

Dans son communiqué, Sophie Blanc dénonce également le manque de dialogue de la direction des établissements et estime que les professionnels qui soignent et sauvent des vies ne peuvent plus être "les oubliés" du système de santé. La représentante politique considère que cette mobilisation est légitime et traduit un malaise structurel dans le secteur.

Sophie Blanc demande l'ouverture immédiate de négociations sérieuses afin d'éviter une rupture dans la prise en charge des patients et d'empêcher que ce conflit ne conduise à une saturation de l'hôpital de Perpignan. Elle avertit également que la santé ne peut pas être guidée uniquement par des logiques financières, mais doit répondre à des exigences humaines et sociales.

Enfin, la députée assure qu'elle restera mobilisée aux côtés des professionnels de santé et qu'elle continuera à interpeller le gouvernement français pour obtenir des réponses concrètes aux revendications des salariés du secteur.

Autor: Rédaction